

Retour sur les populismes

**Note tirée d'un travail collectif
des chargés de mission du CAPS**

décembre 2019

Le populisme est souvent associé à l'autoritarisme, au nationalisme, à la démagogie, voire au fascisme – parfois à juste titre. Mais l'histoire du populisme recouvre un spectre politique plus large : les réformistes progressistes de la Russie tsariste, des mouvements latino-américains qui prenaient la défense des classes populaires contre les « possédants » ou plusieurs candidats à l'élection présidentielle américaine dont Donald Trump mais aussi en 2008 Barack Obama ont ainsi pu être qualifiés de populistes.

A cause de ce flou – et d'un usage plus souvent polémique qu'analytique –, le concept de populisme est aussi décrié et suscite autant de cacophonie dans les sciences sociales que dans le débat politique. Malgré cela, il s'est à nouveau imposé dans le débat, tant public que scientifique, de ces dernières années, du fait d'une actualité qui l'a vu devenir un phénomène politique mondial (aussi bien dans les régimes autoritaires et les pays en transition qu'au sein des démocraties les plus anciennes) et connaître quelques succès tonitruants.

DÉBATS AUTOUR D'UNE DÉFINITION

Il faut donc revenir pour commencer sur les débats autour de la définition. Le trait commun à tous les mouvements qualifiés de populistes est sans doute leur caractère anti-élites. Mais l'opposition à la confiscation du pouvoir, ou au risque d'une telle confiscation, par les élites ne suffit pas à définir le populisme dans sa définition la plus stricte. Trois approches permettent de saisir la spécificité de cette défiance vis-à-vis des élites, et

de la simplification qu'elle emporte :

- Le politiste néerlandais Cas Mudde insiste sur le fait que le populisme au sens strict développe une vision organique d'une société divisée en deux camps homogènes et antagonistes : le « peuple pur » et « l'élite corrompue », qui devient dès « l'Ennemi »¹.

- D'autres comme le politiste allemand Jan-Werner Müller insistent davantage sur le refus du pluralisme². Fondamentalement, le populisme est la revendication politico-morale d'un monopole de la représentation populaire. Les populistes prétendent être les seuls à représenter le « vrai peuple », uni par définition, et tous ceux qui s'opposent à eux se voient automatiquement délégitimés par ce simple fait (et notamment les élites, univoques elles aussi, notamment du fait de la défense oligarchique de leurs intérêts propres). C'est à cause de cette polarisation fondamentalement asymétrique - les élites étant considérées comme juge (les media, la justice) et partie (le gouvernement, les milieux d'affaires) – que le populisme en vient à nouer, voire à assumer, des liens troubles avec la manipulation de l'information ou le conspirationnisme.

- D'autres travaux enfin pointent la méfiance profonde envers tout mécanisme de médiation – y compris les media – et de représentation – y compris institutionnelle et démocratique – considéré comme susceptible de diluer ou de distordre la volonté et l'expression du peuple. C'est le revers du lien particulier entre le peuple et le leader souvent mis en avant par les mouvements populistes, construits autour d'instruments et d'organes de mobilisation. D'où le rapport éminemment problématique des populismes envers la démocratie parlementaire, mais aussi pour la construction du compromis, et l'attraction pour des formes plus personnelles, et souvent autoritaires, de l'exercice du pouvoir.

Ces définitions sont loin de régler toutes les questions posées par le flou du concept. En particulier, une telle définition englobe sous le même vocable des mouvements politiques très divers, au sein des gauches radicales comme de l'extrême-droite en passant par des mouvements hybrides comme le M5S en Italie. Mais de fait, il existe plusieurs façons pour les populistes de définir le peuple, que ce soit de façon culturelle, ethnique, sociale, économique. Cas Mudde définit d'ailleurs le populisme comme une « idéologie mince », qui a besoin de s'hybrider avec une autre (socialisme, conservatisme, extrême-droite, et même

libéralisme économique) notamment pour se donner de la substance programmatique.

UN PHÉNOMÈNE MONDIAL, QUI PERMET D'INTERROGER LES CAUSES

Ces dernières années ont vu une certaine mondialisation du phénomène populiste, jusque-là présent en Europe, aux États-Unis et surtout en Amérique latine. Les deux premières régions connaissent un très fort renouveau des populismes, tandis que d'autres sont aussi concernées, comme l'Asie (Philippines, voire Inde).

Cette coïncidence chronologique ramène d'ailleurs régulièrement sur le devant de l'actualité le spectre de la constitution d'une « internationale populiste », notamment autour de points communs qu'ils pourraient se trouver, comme le rejet de l'ordre international libéral. Mais leurs points communs nourrissent aussi le blocage de ce possible rapprochement, au moins jusqu'à présent : le souverainisme, le nationalisme, l'unilatéralisme s'accommodent mal d'une coopération étroite et substantielle. Par ailleurs, d'autres réalités peuvent s'imposer : depuis l'élection du populiste Rodrigo Duterte à Manille, les Philippines se sont éloignées des États-Unis de Donald Trump pour se rapprocher de la Chine.

L'autre question, posée par cette mondialisation tient aux causes de cette simultanéité. Trois lectures émergent, qui peuvent être combinées.

- Une première lecture privilégie les facteurs économiques (montée des inégalités à la suite de la crise financière de 2008, insécurité économique du fait de la mondialisation et de la révolution numérique, biais redistributifs de la mondialisation ou du progrès technologique, épuisement du modèle économique libéral).

- Une deuxième lecture insiste davantage sur les facteurs culturels, « civilisationnels » (inquiétudes identitaires, démographiques, lien avec l'intensité des pratiques religieuses) ou sociologiques (passage de sociétés de classes à des sociétés d'individus). Alors que l'Europe centrale a connu depuis la crise de 2008 une période de relative prospérité en même temps que l'essor de plusieurs mouvements populistes, Ivan Krastev pointe ainsi une coïncidence entre le vote populiste et une peur démographique,

avivée par l'arrivée potentielle de migrants, mais d'abord nourrie par le départ des nationaux (notamment les plus jeunes et les plus diplômés), alors que ces pays voyaient traditionnellement la mobilité comme un des acquis de l'après-1989. La même crainte se retrouve d'ailleurs dans des pays qui ont au contraire souffert de la crise de 2008 comme l'Espagne et l'Italie³.

- Une troisième lecture met surtout en avant des facteurs politiques : désenchantement démocratique, crise de la démocratie libérale, crise de la représentation politique (ou volonté d'être « entendu » par les gouvernants), revendication de « dignité », etc. Le sentiment d'une absence d'alternative politique, y compris malgré les alternances partisans, contribue aussi pour de nombreux chercheurs à la recherche de réponses plus radicales (au nom du retour du volontarisme, mais aussi parfois du conflit, au cœur du politique) dont peuvent profiter les mouvements populistes.

Le populisme n'apparaît d'ailleurs que comme un symptôme parmi d'autres de ces différents facteurs, qui probablement contribuent à des titres divers selon les situations nationales à l'essor des mouvements populistes. Ainsi, l'actuelle vague de mouvements sociaux à travers le monde – du Chili à Hong Kong en passant par l'Algérie, le Liban, l'Irak et d'autres – ne peut être qualifiée de populiste, même si la plupart de ces mouvements se retrouvent dans une opposition radicale au « système » politique en place (et que des passerelles sont possibles de l'un à l'autre). On perçoit là un phénomène plus large d'aspiration à la refondation du contrat social tant en matière politique que socio-économique, notamment dans un contexte d'usure du pouvoir politique face aux contraintes de la mondialisation.

Un aspect frappant de cette tendance mondiale tient toutefois au fait que la version du populisme qui semble avoir le plus de succès aujourd'hui – et notamment qui parvient à résister à une épreuve du pouvoir qui a longtemps été perçue comme suffisante pour disqualifier les mouvements populistes – se situe pour l'essentiel à droite de l'échiquier politique, mais en opposition avec le libéralisme politique, voire économique, *a fortiori* lorsqu'il est considéré comme le cœur du consensus forgé entre les élites. Ces mouvements populistes de droite « illibéraux » se nourrissent en particulier d'une double méfiance – à l'égard des institutions politiques et à l'égard de la société civile organisée.

L'EUROPE, BOUC ÉMISSAIRE ET CAISSE DE RÉSONNANCE DES POPULISTES

Les partis populistes en Europe ont souffert du chaos du Brexit, qui a mis un frein aux vellétés de sortie de l'UE au sein des opinions, au point que la majorité de ces partis affichent désormais (ou à nouveau) une volonté de transformer l'Union de l'intérieur (dans un sens plus intergouvernemental) – même si des ambiguïtés sur la sortie de l'euro peuvent subsister. Plus largement, les populistes ont échoué lors des dernières élections européennes à transformer l'essai de leurs succès nationaux, et même simplement à constituer un front uni.

Pour autant, le « Vieux Continent » ne reste pas à l'écart de ce phénomène mondial. Les partis populistes restent présents au sein de plusieurs gouvernements européens, ou susceptibles d'y accéder. Cas Mudde distingue même un « *Zeitgeist* populiste »⁴ européen, où la frontière entre les forces populistes et certains partis traditionnels s'estompe. D'ailleurs, si le populisme européen a initialement pu être analysé selon une grille de lecture Est-Ouest, qui le réduisait à une aberration propre à l'espace post-communiste, la victoire du Brexit et l'arrivée au pouvoir de la coalition Ligue-M5S à Rome – entre autres – ont mis fin à ce biais de lecture.

Il n'en reste pas moins que, par rapport à 2015, avec la crise des réfugiés, ou même à 2016 avec la victoire référendaire du Brexit, la situation s'est clarifiée. Le diagnostic que l'on peut poser est plus clair. Et si l'on a désormais la confirmation qu'il est illusoire, voire dangereux, de compter sur l'usure au pouvoir pour se défaire des partis populistes, les contradictions et les limites tant de leurs discours que de leurs choix politiques apparaissent.

Alors que l'Union européenne (UE) a longtemps incarné l'ancrage et l'irréversibilité de la démocratie en Europe, elle est une des cibles privilégiées de ceux qui s'opposent à l'idée d'une « société ouverte »⁵. L'UE occupe une place de choix dans la carte mentale et dans le discours du populisme : symbole d'une technocratie déconnectée du peuple, d'une démocratie construite autour de la représentation, du consensus et de la contrainte par la règle. Mais pour la plupart des populistes européens actuels, l'Union est encore davantage qu'un projet « anti-démocratique » : elle représente aussi une entreprise idéologique, voire un complot

des élites, un cheval de Troie qui a ouvert les nations européennes à l'immigration, à la mondialisation et à l'effacement des souverainetés nationales.

Le fonctionnement institutionnel de l'UE donne prise à cette critique populiste. Sur le plan historique, les inventeurs de la méthode communautaire ont délibérément évité de « commencer par consulter les peuples sur les formes d'une Communauté dont ils n'avaient pas l'expérience concrète » selon les mots même de Jean Monnet⁶ : la légitimation démocratique devait venir après coup, notamment une fois que les « solidarités de fait » auraient produit leur effet d'engrenage. Aujourd'hui encore, comme le note le philosophe néerlandais Luuk Van Middelaar, les institutions européennes n'ont pas connu le jeu classique entre majorité et opposition, mais au contraire un fonctionnement par le consensus, sans alternance, d'où l'apparition d'une opposition de principe de type populiste : « tant qu'il ne sera pas possible d'organiser une opposition au sein de l'Union, celle-là se mobilisera contre celle-ci »⁷.

POPULISMES ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Il n'existe pas de « politique étrangère populiste », mais il existe une « vision du monde » populiste, qui n'est pas sans conséquence sur la politique étrangère. Le discours populiste se caractérise par une critique de la mondialisation (et plus largement des solidarités internationales, qu'elles soient volontaires ou de fait), par une contestation du système international existant, par une aversion aux « aventures extérieures » auxquelles il réduit le plus souvent les interventions militaires internationales (mais pas nécessairement par une réticence à l'usage de la force armée), par une hostilité fondamentale au multilatéralisme (perçu comme une contrainte, voire une atteinte à la souveraineté nationale, et disqualifié comme un « globalisme élitiste politiquement correct bien-pensant ») et par le rejet du droit international en général et des droits de l'homme en particulier.

Rejetant tout centre de décision hors de leur contrôle, les dirigeants populistes construisent leur politique étrangère sur une obsession de la souveraineté – ce qui, dans un contexte européen, aboutit au moins

Retour sur les populismes

à un discours sur la réorientation du projet européen vers une Europe des nations et l'abandon de toute dimension supranationale. Ils ont généralement une conception transactionnelle des relations internationales, fondée sur les rapports de force. Les populistes ont aussi une approche commune de plusieurs dossiers à la frontière des questions intérieures et internationales, en particulier ceux relevant des domaines migratoire, commercial et environnemental. Sur la forme, d'ailleurs, les populismes européens s'emparent facilement des sujets internationaux pour avancer leurs pions dans leurs débats de politique intérieure : référendum néerlandais provoqué par le PPV (Parti pour la liberté) contre l'accord d'association UE-Ukraine en mai 2016, éclatement de la coalition belge provoquée par le N-VA (Nouvelle Alliance flamande) en protestation contre le Pacte mondial sur les migrations de Marrakech, mobilisations contre les accords commerciaux, etc.

Enfin, en se présentant comme une alternative critique à « l'ordre international libéral », leur positionnement à l'international amplifie et, que ce soit ou non leur intention, offre un écho aux narratifs russe et chinois qui chacun contestent la « mondialisation occidentale » pour des raisons différentes : les Russes parce que la repolarisation du monde répond à leur quête de statut, les Chinois parce qu'ils entendent siniser cet ordre international. En ce sens ils participent à la remise en question actuelle de l'ordre international, et plus largement à la crise du leadership occidental. Ce résultat est d'autant plus paradoxal que de nombreux mouvements populistes européens assoient leur lecture des relations internationales sur une vision ethno-culturelle. La stratégie chinoise d'influence, en particulier, paraît doublement compatible avec l'éthos populiste, car elle repose sur un principe de renforcement des pouvoirs en place et s'appuie sur une puissance financière propre à alimenter la logique redistributive qui est au cœur de la gouvernance populiste lorsqu'elle est au pouvoir.

POPULISMES, DÉBAT PUBLIC ET DÉMOCRATIE

Les nouveaux médias et en particulier les réseaux sociaux ont joué et jouent un rôle essentiel dans la montée en puissance des populismes et, dans certains cas, leur arrivée au pouvoir. Il existe plusieurs raisons à cela.

- D'abord, les réseaux sociaux comme les discours populistes offrent des réponses simples et rapides (en un clic) à des demandes ou des problèmes complexes.

- Ensuite, ces réseaux se posent comme une « alternative » plus fiable, plus authentique (parce que plus directe) que les solutions ou les informations proposées par « l'establishment ». Les médias traditionnels sont présentés comme des relais, voire une partie des élites (de fait, il est facile d'établir un lien financier entre les groupes de presse et les élites économiques, ce dont ne se privent pas ceux qui dénoncent la connivence entre partis et médias « établis »). Les populistes développent donc leurs propres réseaux d'information libres de tout filtre journalistique (et de *fact checking*) pour s'adresser « directement au peuple ».

- Enfin, comme on l'a vu dans l'affaire *Cambridge Analytica*, les données personnelles collectées par des entreprises privées permettent de cibler avec une extrême précision les messages diffusés.

Pour autant, les nouveaux médias ne font que valoriser un terreau qui leur préexistait, y compris en termes de défiance vis-à-vis des institutions ou des médias. C'est naturellement à cette défiance qu'il faut pouvoir répondre pour trouver une solution durable à cette difficulté.

Dans la foulée des appréhensions liées au moment populiste que vivent les démocraties libérales, une parole scientifique et éditoriale affiche son inquiétude, voire sa défiance, vis-à-vis du peuple, perçu comme une menace pour la démocratie... À l'opposé de cette tendance, se cristallise tout autant une recherche visant au renouvellement de la démocratie elle-même, au-delà des urnes, permettant de répondre au besoin profond d'une meilleure association des citoyens au processus de décision politique. C'est d'ailleurs un lieu commun des travaux de recherche sur le populisme que de souligner son ambivalence : si le succès du populisme tient au fait qu'il donne une voix à ceux qui ne se sentent pas représentés par les élites, ces mouvements politiques – ou les mobilisations et les débats auxquels ils donnent lieu – peuvent aussi agir, au moins indirectement, comme une force de rappel voire un correctif aux imperfections de la démocratie, aux échecs de certaines politiques publiques, ou encore à la dépolitisation de certains enjeux (ce qui constitue une différence importante entre populisme et extrême-droite).

L'enjeu consiste alors à construire des espaces d'expression des colères et critiques légitimes au sein même du système démocratique, plutôt qu'à son encontre. Les « démocraties » comme les « démocraties illibérales » nous rappellent que la démocratie ne se réduit pas au suffrage universel. Elle repose tout autant sur l'État de droit et sur l'esprit de modération pour endiguer les passions collectives ou le fanatisme. Elle repose aussi sur le pluralisme : plutôt que de se regrouper dans une forme de « cartel » défendant peu ou prou les mêmes idées, les forces démocratiques ont tout à gagner à recréer un espace pour des affrontements politiques entre des visions concurrentes (sur l'Europe, l'économie, etc.).

CONCLUSIONS – RÉPONSES

Le caractère diffus du phénomène populiste, à la fois « idéologie molle » (Müller) et technique (rhétorique) de conquête du pouvoir (ce qui amène certains observateurs tel que le GEG à parler seulement de « style populiste »), ses spécificités européennes et le rapport « retors » à l'UE de certains dirigeants populistes (Orban, Salvini...) ainsi que la pluralité de ses causes, tout cela rend la riposte difficile et complexe. Certains comme l'historien Timothy Garton Ash, estiment que l'échelon national est l'échelon pertinent de la réponse au populisme : de fait, dans les sondages d'opinion, la crise de la démocratie concerne davantage encore les États que les institutions européennes.

Au niveau européen, il nous revient de faire vivre un espace de débat où tous les citoyens auront le sentiment d'être, sinon écoutés, du moins entendus. Il s'agit d'une question existentielle pour chacun de nos pays, mais encore plus pour l'UE : comment favoriser l'émergence d'une opposition et lui donner un espace où évoluer ? *A priori*, le moyen le plus efficace pour créer une dynamique « classique » entre majorité et opposition au niveau européen passe par le schéma parlementaire. Le double atout du Parlement européen – *a fortiori* dans sa composition issue des élections du printemps dernier – est sa visibilité en tant qu'arène politique européenne d'une part, et son rôle dans la mise en discussion publique des politiques européennes qui sont susceptibles d'agir sur les principaux leviers du discours populiste : protection contre des pratiques commerciales déloyales, accompagnement de la transition numérique, gouvernance des migrations...

Chacun de ces processus est nécessairement long. Aucune « rustine » ne permettrait de répondre au besoin profond d'une meilleure association des citoyens au processus de décision politique. L'instauration d'espaces publics de délibération mettant en présence de façon quasi-continue, les pouvoirs communicationnels des citoyens, l'intermédiation des corps intermédiaires et de la société civile organisée et les pouvoirs politico-administratifs institués (que ce soit au niveau national ou européen) constitue un défi d'ampleur mais vital pour nos démocraties.

NOTES :

1 : Cas Mudde et Cristobal Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, Editions de l'Aube, 2018.

2 : Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Premier Parallèle, 2016.

3 : Cf. Alain Salles et Marc Semo, « Ivan Krastev : "Construite dans la peur du passé, l'Europe a aujourd'hui peur de l'avenir" », *Le Monde*, 3 mai 2019. Cf. aussi Ivan Krastev, *Le destin de l'Europe*, Premier parallèle, 2017.

4 : Cas Mudde, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39, n°4, 2004, p. 562.

5 : Opposition explicite dans le discours sur l'état de l'union de Viktor Orban, Budapest, 10 février 2017, disponible sur www.kormany.hu.

6 : Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976, p. 430.

7 : Luuk Van Middelaar, *Quand l'Europe improvise. Dix ans de crises politiques*, Gallimard, 2018.